

LA SUISSE DÉPASSE LES BORNES : POUR UN RESPECT DES LIMITES PLANÉTAIRES

Transformer le système
économique et financier pour
un avenir sûr et équitable.

GREENPEACE

« Si l'on résume la situation actuelle, on peut dire que tout le monde a maintenant compris qu'il fallait une action décisive pour contrer la catastrophe, mais que manquent les relais, la motivation, la direction qui permettrait d'agir. »

**Bruno Latour et Nikolaj Schultz,
Mémo sur la nouvelle classe écologique,
Paris, La Découverte, 2022, p. 24**

TABLE DES MATIÈRES

1. LES LIMITES PLANÉTAIRES EN BREF	5
1.1 Impacts sur l'environnement et limites planétaires	5
2. UNE CHUTE VERS L'ABÎME	6
2.1 Plus que dramatique : le changement climatique et l'érosion de la biodiversité	9
3. POUR UN SYSTÈME RESPECTUEUX DES HUMAINS ET DE LA PLANÈTE	11
3.1 Sobriété économique : faire plus avec moins	11
Comment mettre en œuvre la sobriété	11
L'avis des experts·es : la sobriété ne suffit pas	12
3.2 Transformation du système alimentaire : produire et consommer autrement	12
Comment mettre en œuvre une alimentation différente	13
L'avis des experts·es : les subventions jouent un rôle essentiel	13
3.3 Assemblées citoyennes : la démocratie, très directement	14
Comment mettre en œuvre les assemblées citoyennes	14
L'avis des experts·es : une chance pour les personnes sans droit de vote et d'éligibilité	15
3.4 Théorie du donut : abstraite, mais réalisable	15
Comment mettre en œuvre la théorie du donut	16
L'avis des experts·es : un objectif simple, facile à comprendre et attrayant	16
3.5 Économie fondamentale : l'approvisionnement comme tâche centrale de l'État	16
Comment mettre en œuvre l'économie fondamentale	16
L'avis des experts·es : des doutes et des craintes	16
3.6 Transition énergétique et économie circulaire : un grand retard à rattraper	17
4. CE QU'IL FAUT FAIRE	17
Annexe	
Place financière suisse : « une culture de l'irresponsabilité »	18



1.0 LES LIMITES PLANÉTAIRES EN BREF

Même les arbres ne montent pas jusqu'au ciel. Tout a des limites, et la Terre n'échappe pas à la règle. Le concept de « limites planétaires » comprend neuf dimensions écologiques telles que le changement climatique, l'érosion de la biodiversité et la consommation d'eau douce. Il mesure à partir de quel point l'impact environnemental sur chacune de ces dimensions franchit la limite au-delà de laquelle la survie de la civilisation humaine n'est plus assurée.

Lorsque les limites permettant à l'humanité de vivre dans un écosystème sûr sont atteintes, les points de non-retour deviennent de plus en plus probables. La conséquence dramatique est que les écosystèmes basculent dans un état irréversible.

Ces points de non-retour ne sont pas fixes, mais plus les pressions exercées sur l'environnement dépassent les limites planétaires et plus le risque d'effondrement de la Terre est élevé. Un retour aux limites planétaires est inévitable si l'on entend continuer à vivre de manière durable en tant que société sur cette planète.

La consommation de ressources suisses tend certes à diminuer, et c'est une bonne nouvelle. Mais nos habitudes de consommation conduisent à de nombreuses importations, ce qui accroît nos impacts environnementaux à l'étranger. En d'autres termes, nous « exportons » une grande partie de la charge que nous faisons peser sur l'environnement. C'est pourquoi le concept de limites planétaires doit tenir compte de l'ensemble de nos impacts sur l'environnement, que ce soit en Suisse ou à l'étranger.

1.1 Impacts sur l'environnement et limites planétaires

Sur mandat de Greenpeace, l'institut de recherche Econcept a analysé les impacts environnementaux des entreprises, des administrations et des ménages suisses sous l'angle de six dimensions écologiques¹. Ces impacts correspondent à l'ensemble des dommages causés par la consommation tout au long des chaînes d'approvisionnement mondiales², par exemple ceux liés à la production et à l'achat d'un smartphone.

Econcept a ensuite évalué, sur cette base, dans quelles dimensions et dans quelle mesure la Suisse dépasse les limites planétaires.

¹ «Transformation zu einem sozialgerechten Leben innerhalb der planetaren Grenzen» rédigé par l'institut de recherche zurichois Econcept sur mandat de Greenpeace Suisse, janvier 2023. https://www.greenpeace.ch/static/planet4-switzerland-stateless/2023/04/a09bf05b-planetare-grenzen_2023.pdf

² L'étude de Dao, H. et al., « Environmental Limits and Swiss Footprints Based on Planetary Boundaries », commandée par l'Office fédéral de l'environnement en 2015, a servi de point de départ. Elle a été complétée par des données scientifiques et statistiques plus récentes.

2.0 UNE CHUTE VERS L'ABÎME

Les résultats de l'étude sont inquiétants et confirment ceux d'études antérieures³. La Suisse dépasse, parfois de façon considérable, les limites planétaires dans quatre des six dimensions écologiques examinées. Et les dernières années n'apportent aucune amélioration significative. Nous persévérons en grande partie dans la mauvaise direction.



En ce qui concerne le climat (émissions de CO₂), la Suisse dépasse les limites planétaires d'un facteur exorbitant de 19. Appréciation : « très critique » ; tendance : légère amélioration. De plus, les gaz à effet de serre émis avant 2020 ne sont pas pris en compte. Si c'était le cas, comme l'exige le principe de justice climatique⁴, notre budget serait épuisé depuis longtemps.

Le fait est que la Suisse, en raison de la demande intérieure, a émis en 2020 plus de 103 millions de tonnes de gaz à effet de serre (équivalents CO₂), soit près de 12 tonnes par personne⁵. Le budget restant pour respecter la limite pour le climat est de 0,6 tonne par personne et par an.



L'érosion de la biodiversité dépasse la valeur limite d'un facteur 3,8. Appréciation : « très critique » ; tendance : en hausse. L'indicateur se réfère à la perte de la diversité des espèces et est très simplifié. La disparition des espèces se produit à une échelle globale, à une vitesse fulgurante et avec des interactions complexes entre les espèces.

Le fait est qu'au cours des dernières années, 35% des espèces animales et végétales en Suisse ont totalement disparu ou ont été fortement décimées. Le constat dressé par l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) est sans appel : « L'obligation faite par la Constitution de protéger les espèces animales et végétales menacées d'extinction n'est pas satisfaite. »



La consommation d'eau douce est elle aussi jugée « très critique ». Elle est 2,7 fois supérieure aux limites planétaires. Tendance : en hausse. La crise climatique et la pollution vont continuer à dégrader la quantité et la qualité de l'eau disponible, en Suisse et dans le monde.

Le fait est que si la Suisse dispose de réserves d'eau douce en abondance, 82% de l'eau utilisée est importée par le biais des biens de consommation⁶. La Suisse consomme donc de l'eau à l'étranger.



Pour la perturbation des cycles de l'azote, la limite est dépassée d'un facteur 2,4. Appréciation : « très critique », tendance : en hausse.

Econcept juge « critique » la perturbation des cycles de phosphore, qui se situe exactement à la limite, mais avec une tendance à la hausse.



Le fait est que l'azote et le phosphore sont essentiels à la survie, mais que, présents en trop grande concentration, ils provoquent l'effondrement des écosystèmes du sol et de l'eau. L'agriculture industrielle utilise des engrais azotés et phosphorés à grande échelle. Selon une étude de l'Université de Bâle, plus de 50% des pertes mondiales de phosphore dans l'agriculture sont dues à l'érosion des sols. Le phosphore est emporté par le sol – raison pour laquelle on parle de perte – et entraîne un excédent de nutriments dans les zones humides et les cours d'eau, ce qui nuit aux plantes et aux animaux qui y vivent⁷.

La perte d'azote est, quant à elle, définie comme la différence entre l'apport d'azote (engrais) et le prélèvement (quantité d'azote dans les plantes concernées). Un apport excessif entraîne notamment une acidification des sols et des eaux, qui menace la biodiversité et la qualité de l'eau potable, portant atteinte à la santé humaine.



L'utilisation des sols est jugée « critique » : elle se situe juste en dessous de la limite, mais avec une tendance à la hausse.

Le fait est que les causes de la modification de l'utilisation des sols sont multiples. L'une des plus importantes est l'agriculture intensive, laquelle, à son tour, a des répercussions sur différentes dimensions de l'environnement, notamment la biodiversité et le cycle de l'eau et des nutriments.

³ Par exemple : Nathani, C. et al., « Umwelt-Fussabdrücke der Schweiz : Entwicklung zwischen 2000 und 2018 », étude sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement, Ittigen, 2022 (résumé disponible en français)

⁴ Le concept de justice climatique place les pays à l'origine de la crise climatique face à leurs responsabilités. Selon la justice climatique, la Suisse a déjà épuisé son budget d'émissions, raison pour laquelle elle devrait les réduire immédiatement.

⁵ Étude Econcept, « Planetare Grenzen, Transformation zu einem sozialgerechten Leben innerhalb der planetaren Grenzen », p. 83

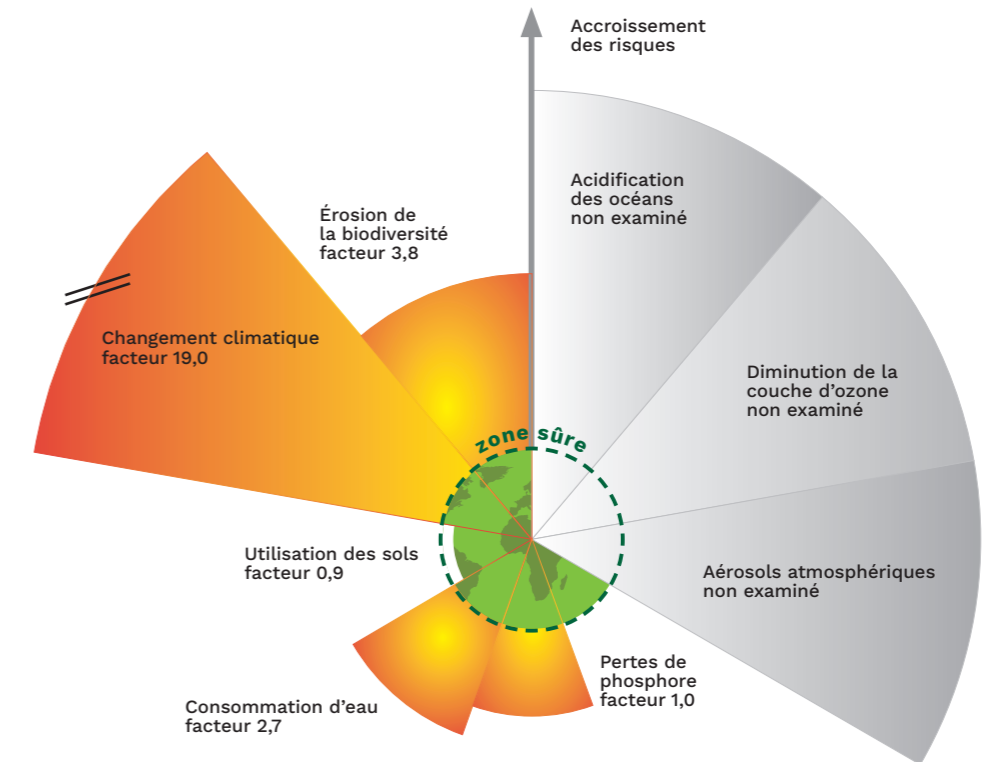
⁶ Étude Econcept, p. 89

⁷ <https://www.unibas.ch/de/Aktuell/News/Uni-Research/Erstmals-weltweiter-Phosphorverlust-durch-Bodenerosion-quantifiziert.html>, consulté le 6 avril 2023.



2.1 Plus que dramatique : le changement climatique et l'érosion de la biodiversité

Le graphique suivant résume dans quelle mesure la Suisse a dépassé les limites planétaires en 2020.⁸



- « Vert » signifie « dans les limites planétaires ».
- « Orange/rouge » signifie « en dehors des limites planétaires ». Plus les limites sont dépassées, plus le risque (flèche grise) d'un point de non-retour aux conséquences indéterminées est élevé.
- La « ligne pointillée » indique la limite entre la « zone sûre » et la « zone incertaine » pour l'humanité. Exemple de lecture : l'érosion de la biodiversité dépasse la valeur limite d'un facteur 3,8, soit presque quatre fois plus que la valeur garantissant la survie à long terme.

Le tableau suivant montre dans quelle direction nous allons : sommes-nous sur une voie qui nous expose à des risques toujours plus importants ou sur celle qui garantit la survie à long terme ?

Dimension écologique Indicateur	Dépassement de la limite planétaire	Tendance	Évaluation	Fiabilité de l'évaluation
Érosion de la biodiversité <i>Potential de perte des espèces</i>	facteur 3.8	en hausse	très critique	élevée
Changement climatique <i>Émissions de CO₂eq</i>	facteur 19.0	en baisse	très critique	élevée
Utilisation des sols <i>Anthropisation de la couverture du sol</i>	facteur 0.9	en hausse	critique	moyenne
Consommation d'eau <i>Consommation d'eau</i>	facteur 2.7	en hausse	très critique	élevée
Pertes d'azote <i>Pertes d'azote dues à l'agriculture</i>	facteur 2.4	en hausse	très critique	élevée
Pertes de phosphore <i>Utilisation d'engrais</i>	facteur 1.0	en hausse	critique	basse

⁸ Le graphique n'intègre pas la dimension « pollution chimique », qui n'a pas été examinée par Econcept.



3.0 POUR UN SYSTÈME RESPECTUEUX DES HUMAINS ET DE LA PLANÈTE

De quoi avons-nous besoin pour emprunter la voie d'une société socialement équitable et respectant les limites de la planète ? L'équipe qui a rédigé l'étude a esquissé huit approches et les ont fait évaluer par des experts-es de la recherche sur l'environnement et la transformation ainsi que par des représentants-es de l'économie, de la politique, de l'administration, de la recherche et de la société civile.

3.1 Sobriété économique : faire plus avec moins

Une consommation élevée n'est pas synonyme de prospérité, car certaines personnes consomment (trop) de ressources et n'en laissent pas suffisamment pour tout le monde.

- En Suisse, environ 722 000 personnes vivaient dans la pauvreté en 2020, dont 133 000 enfants⁹. Presque autant étaient exposées à un risque de pauvreté. Au total, 1,3 million de personnes étaient donc touchées par la pauvreté ou s'en approchaient¹⁰.

La sobriété signifie : pas trop ni trop peu. L'objectif est d'assurer la couverture de nos besoins tout en réduisant notre impact sur l'environnement de façon à respecter les limites planétaires.

Prenons l'exemple des transports : dans une région bien desservie par des transports publics abordables, il vaut la peine de ne pas posséder de voiture et d'économiser ainsi le prix d'achat du véhicule, de son entretien, de l'assurance et du temps passé à chercher une place de parking. Les discours sur le fait de « renoncer » à la voiture occultent ces nombreux aspects positifs.

Il incombe aux responsables politiques de mettre en place l'organisation et les infrastructures qui rendent la sobriété possible. Si l'on veut inciter les gens à passer de la voiture au vélo, il faut développer des itinéraires cyclables continus et sûrs et prévoir des places de stationnement pour les vélos.

Ou considérons l'exemple du temps de travail. Travailler moins signifie produire moins, c'est-à-dire émettre moins de gaz à effet de serre. Et le temps ainsi libéré peut être utilisé pour prendre soin de ses proches, nouer des amitiés, tisser des relations ou s'engager au sein d'associations.

⁹ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/situation-economique-sociale-population/bien-etre-pauvrete/pauvrete-et-privations-materielles/pauvrete.html>, consulté le 5 avril 2023.

¹⁰ <https://www.caritas.ch/de/armut-in-der-schweiz/>, consulté le 5 avril 2023.

3.1.1 Comment mettre en œuvre la sobriété

La sobriété suppose l'interaction de différentes parties. Le tableau suivant donne un aperçu de qui doit mettre en œuvre quelles mesures :

	Confédération, cantons, communes	Entreprises privées	Investisseurs-euses	Recherche	Consommateurs-trices	Population
Conditions générales pour la sobriété	x					x
Information, sensibilisation, éducation	x	x		x	x	x
Limitation de la publicité dans l'espace public	x	x				
Institutions exemplaires	x	x	x			
Changement de comportements		x			x	x
Entreprises, investisseurs-euses et habitants-es innovants-es		x	x	x	x	x
Participation et engagement	x	x			x	x

3.1.2 L'avis des experts-es : la sobriété ne suffit pas

Une politique visant à développer la sobriété est difficile à faire accepter. Elle suscite des craintes, surtout pour une population habituée à un niveau de consommation élevé, comme c'est le cas en Suisse. Car elle remet en question la croissance économique. Elle est étroitement liée à d'autres approches, par exemple celle de l'économie circulaire (voir p.17).

3.2 Transformation du système alimentaire : produire et consommer autrement

Notre production et notre consommation alimentaires nuisent à la planète et à ses habitant-es :

- Plus de 800 millions de personnes souffrent de malnutrition. Dans le même temps, un tiers des aliments finissent à la poubelle. Une mauvaise alimentation augmente notamment le risque de diabète et de maladies cardio-vasculaires.

- Nos habitudes alimentaires ont des conséquences sur l'environnement, notamment sur l'érosion de la biodiversité, sur l'utilisation des sols et de l'eau ainsi que sur le recours aux engrais.

3.2.1 Comment mettre en œuvre une alimentation différente

L'alimentation est un lien indissociable entre la santé et la durabilité. Le rapport de la EAT-Lancet Commission¹¹ montre quels changements il faudrait apporter au système alimentaire mondial pour respecter les limites planétaires.

L'alimentation comprend la production avec l'agriculture et l'élevage, la transformation, le commerce, la gastronomie, la consommation (à l'extérieur et à la maison) et l'élimination (gaspillage alimentaire). Un « régime de santé planétaire » (PLANETARY HEALTH DIET) est nécessaire pour une alimentation différente :

- Il faut une volonté politique de changer radicalement l'alimentation, de la production à l'élimination en passant par la consommation. Exemple : en 2019, les citoyens-nes de la ville de Zurich ont adopté une initiative visant à promouvoir une alimentation respectueuse de l'environnement et à informer sur l'influence de l'alimentation sur le climat mondial.

- Il faut favoriser une adaptation des exploitations agricoles aux conditions locales. La production de viande n'est acceptable que si l'on dispose de suffisamment de fourrage (fourrage grossier) provenant de ses propres prairies et pâturages. Cela signifie que la viande de poulet et de porc devrait devenir une rareté en Suisse. Les terres cultivées devraient, quant à elles, servir directement à l'alimentation humaine et non à l'alimentation animale.

- Les subventions préjudiciables à l'environnement doivent être supprimées et remplacées par des subventions favorables à l'écologie.¹²

- Les habitudes de consommation et les pratiques commerciales doivent, elles aussi, évoluer. Un repas compatible avec les limites planétaires se présente comme suit : la moitié d'une portion se compose de fruits et légumes, avec à chaque fois un cinquième de protéines végétales (par ex., petits pois, haricots, tofu), de produits à base de céréales complètes et d'acides gras insaturés d'origine végétale (par ex., huile d'olive et de colza). La viande et les produits laitiers doivent être réduits au minimum.

Les acteurs-trices suivants-es contribuent à la réussite de la transformation « comment et quoi manger » :

	Confédération, cantons, communes	Entreprises privées	Investisseurs-euses	Recherche	Consommateurs-trices	Population
Volonté politique de créer les conditions générales pour une transformation de l'alimentation et d'encourager cette transformation	x	x			x	x
Adaptation des pratiques de production	x	x	x	x		
Lutte systématique contre le gaspillage alimentaire	x	x			x	x
Volonté des consommateurs-trices de modifier leur alimentation et mise en œuvre	x	x		x	x	x

3.2.2 L'avis des experts-es : les subventions jouent un rôle essentiel

L'alimentation est l'affaire de toutes et de tous. Un changement de notre alimentation, par exemple le passage à des repas végétariens ou végétaliens, aurait des conséquences importantes sur l'ensemble du système alimentaire, y compris l'environnement. Les principaux obstacles sont l'orientation des subventions agricoles et « l'ancrage culturel de la consommation de viande ».



¹¹ https://eatforum.org/content/uploads/2019/07/EAT-Lancet_Commission_Summary_Report.pdf, consulté le 31 mars 2023.

¹² <https://www.wsl.ch/de/publikationen/default-ce4ededcc5.html>, consulté le 31 mars 2023.



3.3 Assemblées citoyennes : la démocratie, très directement

Les assemblées citoyennes complètent les assemblées communales et les parlements. Elles peuvent porter sur les thématiques les plus diverses et permettent d'impliquer très tôt les participants·es aux décisions. Les assemblées citoyennes sont également destinées aux personnes qui ne peuvent pas voter, par exemple parce qu'elles sont trop jeunes ou ne sont pas de nationalité suisse.

- En 2020, un panel de citoyens·nes de la ville de Sion a adopté une prise de position sur l'initiative populaire fédérale « Davantage de logements abordables ». Les autorités ont joint ce « rapport citoyen » au dossier de votation.

- Diverses organisations sont regroupées au sein de la plateforme Avenir alimentaire Suisse : 80 personnes tirées au sort en Suisse et accompagnées par un conseil scientifique ont élaboré, au sein d'une assemblée citoyenne, 126 recommandations en matière de politique alimentaire à l'attention des responsables politiques et des groupes d'intérêt.

3.3.1 Comment mettre en œuvre les assemblées citoyennes

Une assemblée citoyenne se compose de personnes tirées au sort et, dans la mesure du possible, indépendantes des partis politiques et des associations. Sur la base d'informations fournies par des experts·es, ses membres discutent et décident de la suite des travaux. Ils savent à l'avance ce qu'il adviendra de leurs prises de position et de la façon dont le processus de décision politique en tiendra compte.

	Confédération, cantons, communes	Entreprises privées	Recherche	Population
Sélection aléatoire et représentative des membres	x			
Conseil indépendant par des experts·es			x	
Ressources	x	x		x
Communication et réutilisation des résultats	x			x

3.3.2 L'avis des experts·es : une chance pour les personnes sans droit de vote et d'éligibilité

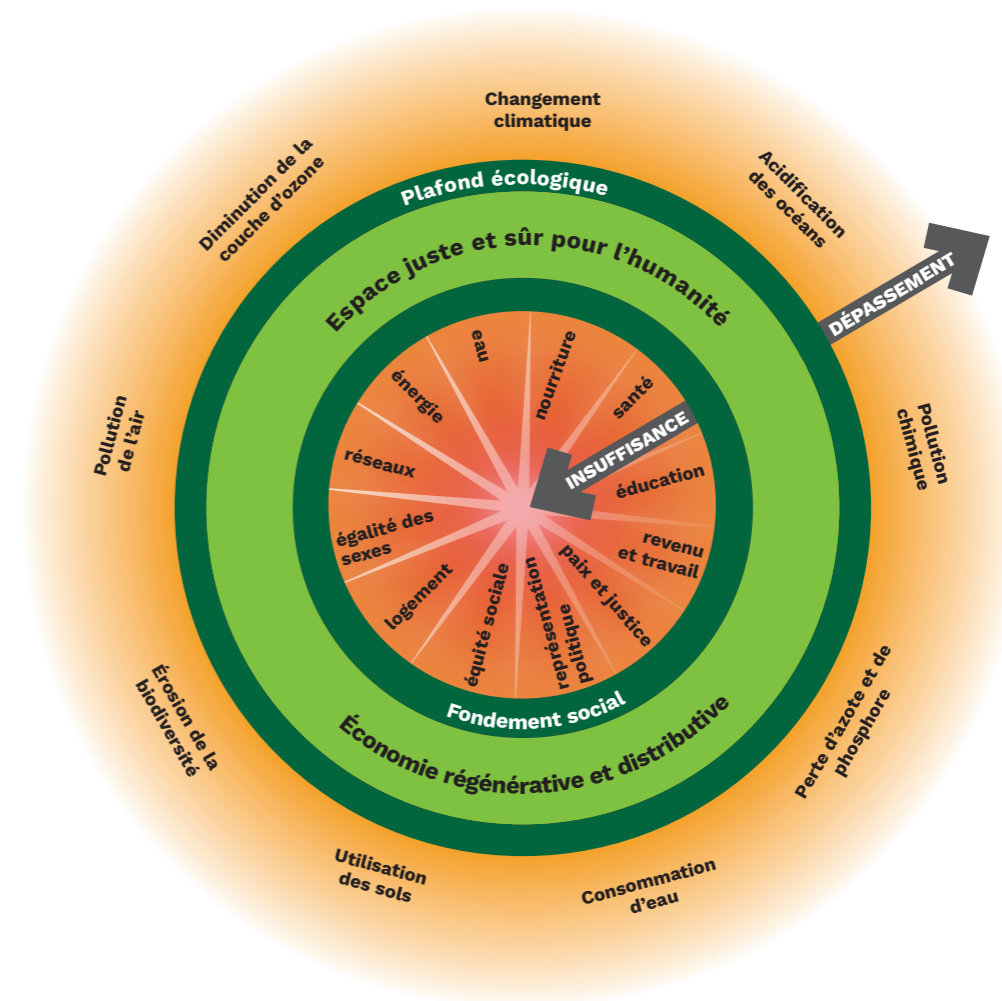
Les assemblées citoyennes sont l'occasion d'intéresser des personnes à des questions complexes et difficiles, même lorsqu'elles ne sont pas majeures ou de nationalité suisse.

3.4. Théorie du donut : abstraite, mais réalisable

L'économiste britannique Kate Raworth présente son modèle d'économie durable comme un donut, un beignet rond et frit. Le bord intérieur du beignet correspond aux fondements sociaux, avec des valeurs comme l'éducation, la santé et la justice sociale, en dessous duquel il ne faut pas descendre si l'on veut que les besoins correspondants soient satisfaits ; le bord extérieur correspond aux limites planétaires et constitue une barrière à ne pas franchir. La zone située entre les deux indique la marge de manœuvre économique : l'économie doit ainsi garantir la couverture des besoins sociaux fondamentaux sans dépasser les limites planétaires.

La théorie du donut est une approche abstraite, qu'il est toutefois possible d'illustrer à l'aide d'exemples concrets :

- A Amsterdam et à Bruxelles : les administrations municipales effectuent une analyse en tenant compte des dimensions « globales-locales » et « sociales-écologiques ». Leur objectif est d'obtenir des indications sur les stratégies et les mesures à prendre pour une mise en œuvre concrète.
- **Local-social** : que signifie une vie agréable pour les personnes vivant en ville ? Exemple : une « ville intelligente » sous la forme d'une « ville des quinze minutes ». La ville doit être réaménagée de sorte que tous les lieux importants soient accessibles en quinze minutes à pied, à vélo ou en transports publics.
- **Global-social** : que signifie pour la ville le fait que les gens aient une vie agréable dans le monde entier ?
- **Local-écologique** : que signifie pour la ville le fait de prospérer à l'intérieur de son territoire ?
- **Global-écologique** : que signifie pour la ville le fait de respecter les limites planétaires ?



3.4.1 Comment mettre en œuvre la théorie du donut

La théorie du donut décrit un objectif que différentes stratégies permettent d'atteindre. Les éléments constitutifs de sa mise en œuvre sont, par exemple, des assemblées citoyennes pour une large participation (p.14), l'économie circulaire et la sobriété économique pour réduire les besoins en matières premières (p.17 et p.11), ainsi que la transformation du système alimentaire pour une alimentation variée et équilibrée respectant les limites planétaires (p.12).

3.4.2 L'avis des experts-es : un objectif simple, facile à comprendre et attrayant

La théorie du donut décrit un modèle sans proposer de mesures concrètes. Elle adopte une perspective générale et remet fondamentalement en question la croissance en utilisant les limites planétaires pour fixer des garde-fous clairs tout en tenant compte des aspects sociaux. L'objectif est simple, facile à comprendre et donc attrayant pour de nombreuses personnes.

3.5 Économie fondamentale : l'approvisionnement comme tâche centrale de l'État

Ce que l'on appelle l'économie fondamentale critique le capitalisme et prône une forme d'économie qui respecte les limites planétaires, favorise la justice sociale et se concentre sur la fourniture des services et des infrastructures essentiels à l'existence humaine : alimentation, eau, énergie, logement, système de santé, services dans les secteurs des transports et de la finance, éducation, soins et assistance.

L'État est un acteur central dans la distribution des biens et services. Il veille à l'équité des salaires et des conditions de travail. Les biens et services doivent être accessibles et disponibles pour toutes et tous et à tout moment, sans nuire à l'environnement.

3.5.1 Comment mettre en œuvre l'économie fondamentale

L'économie fondamentale met en avant le bien commun à long terme de tous les êtres humains. Des salaires et des conditions de travail équitables contribuent à la sécurité au sein de la société. La Suisse compte de nombreuses entreprises publiques ou para-étatiques qui fonctionnent relativement bien (la Poste, les CFF, les banques cantonales). Cette liste peut être étendue. On citera, par exemple, les entreprises pharmaceutiques qui mènent des recherches pour trouver les médicaments qui procureront le plus grand bénéfice à la collectivité, et non ceux qui maximiseront les profits.

3.5.2 L'avis des experts-es : des doutes et des craintes

L'approche de l'économie fondamentale laisse de nombreuses questions en suspens, par exemple celles de savoir ce que sont les biens fondamentaux et qui doit les financer et les distribuer. Cela suscite des doutes et des craintes.



3.6. Transition énergétique et économie circulaire : un grand retard à rattraper

Le tournant énergétique¹³ et l'économie circulaire¹⁴ sont des thèmes centraux des campagnes de Greenpeace. Ils ont un rôle essentiel à jouer si l'on entend réduire les impacts environnementaux de manière à respecter les limites planétaires.

• **Tournant énergétique** : le pétrole et le gaz restent les sources d'énergie les plus utilisées en Suisse pour le chauffage. En 2021, près de 60% des bâtiments à usage d'habitation du pays étaient chauffés au mazout ou au gaz¹⁵.

Seuls 11 % de notre production d'électricité proviennent du photovoltaïque, de l'énergie éolienne, de la petite hydraulique et de la biomasse¹⁶. L'avenir est pourtant au photovoltaïque. Il faudrait développer rapidement l'énergie solaire sur les infrastructures existantes, en combinaison avec l'éolien. Les calculs de Greenpeace montrent que cette transformation est réalisable¹⁷.

• **Économie circulaire** : la Suisse a un grand retard à rattraper. Selon le Circularity Gap Report¹⁸ de la société d'audit et de conseil Deloitte, l'économie suisse n'est circulaire qu'à 6,9%. Cela signifie que plus de 93% des ressources consommées en Suisse proviennent de nouvelles matières premières. La révision en cours de la loi sur la protection de l'environnement doit créer la base légale permettant de réaliser un bon en avant dans l'économie circulaire.

4.0 CE QU'IL FAUT FAIRE

Notre système économique et social est fondé sur la destruction de l'environnement. Notre planète a pourtant des limites naturelles.

La planète et ses habitants-es ont besoin d'un système qui réduise l'utilisation de la nature et qui distribue les ressources de manière socialement équitable en Suisse et dans le monde de façon à garantir à toutes et à tous un accès suffisant à ces ressources ainsi qu'un avenir sûr.

S'il n'existe pas de solution miracle, un large éventail d'approches permettent d'atteindre l'objectif d'une économie et d'une société socialement équitables dans les limites de la planète, en Suisse et à l'étranger.

L'objectif est ambitieux et sans compromis. Mais les approches esquissées, de la sobriété économique à la théorie du donut en passant par les assemblées citoyennes, montrent que nous avons depuis longtemps tous les moyens à notre disposition.

Nous devons rapidement et radicalement abandonner les vieilles croyances qui nous empêchent de résoudre la crise planétaire. Et nous devons nous atteler sans tarder à la construction d'un avenir durable.

¹³ Greenpeace : Climat, <https://www.greenpeace.ch/fr/explorer/climat/>, consulté le 30 mars 2023.

¹⁴ Greenpeace : Plus d'économie circulaire en Suisse, <https://www.greenpeace.ch/fr/longue-vie-objets/>, consulté le 30 mars 2023.

¹⁵ <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/construction-logement/batiments/domaine-energetique.html>, consulté le 4 avril 2023.

¹⁶ Office fédéral de l'énergie, <https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-90221.html>, consulté le 4 avril 2023.

¹⁷ Étude de Greenpeace, Sécurité de l'approvisionnement et protection du climat, janvier 2022, <https://www.greenpeace.ch/fr/publication/79845/secure-protection-climat/>, consulté le 30 mars 2023.

¹⁸ Circularity Gap Report, <https://www2.deloitte.com/ch/en/pages/risk/articles/circularity-gap-report-switzerland.html>, consulté le 30 mars 2023.

ANNEXE

Place financière suisse : « une culture de l'irresponsabilité »

L'effondrement du Crédit Suisse l'a montré une fois de plus : le système financier n'est pas en mesure de résoudre les problèmes dont il est la cause. La question centrale est de savoir quelle est la finalité des banques et comment elles peuvent servir la société et la planète afin que les limites planétaires soient respectées.

Une chose est claire toutefois : les réglementations mises en place après la crise financière de 2008 n'ont pas réussi le test de la pratique. Les banques d'importance systémique continuent d'exploiter un modèle d'affaires instable avec la bénédiction des autorités de surveillance. Elles prennent le risque de faire s'effondrer l'économie dans son ensemble. Elles sont dépendantes d'actions de sauvetage désespérées de l'État sans remplir d'obligations envers la société en contrepartie.

De plus, nous nous trouvons au cœur d'une crise planétaire. Le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité, l'épuisement des sols et de l'eau ainsi que la pollution de l'environnement et des océans atteignent une ampleur qui remet en question les fondements de la vie sur la planète¹⁶.

Nous devons relever le défi du siècle. Le système financier et les banques ont un rôle essentiel à jouer dans cette tâche. Mais au lieu de soutenir les solutions pour une économie durable, les banques d'importance systémique réduisent les chances d'un avenir digne d'être vécu.

La façon dont elles continuent à financer les énergies fossiles en est un exemple, comme l'explique Julia Steinberger dans un court entretien avec Greenpeace. Julia Steinberger est professeure en économie écologique à l'Université de Lausanne et militante pour le climat.



Julia Steinberger

Greenpeace : Quel est le rapport entre la débâcle de Crédit Suisse et les limites planétaires ?

Julia Steinberger : Le développement durable et la recherche de profits à court terme et nuisibles sur le plan écologique et social ne font pas bon ménage. Le démantèlement de la surveillance depuis des décennies du système financier a conduit à une culture de l'excès, de l'irresponsabilité et de l'impunité. La poursuite du financement du secteur des énergies fossiles par le Crédit Suisse, l'UBS et la Banque nationale en est l'illustration la plus criante.

Quel est le rôle du système financier dans la crise planétaire ?

Julia Steinberger : Ce système finance les activités existantes et futures dans les énergies fossiles, y compris l'industrie automobile, l'aviation, la déforestation et l'élevage intensif. L'infrastructure fossile existante menace pourtant déjà de faire exploser le budget restant des émissions de gaz à effet de serre compatibles avec l'objectif climatique de 1,5° C fixé à Paris. Et de nouveaux projets qualifiés de « bombes carbone » s'y ajoutent en permanence. Sans soutien financier, l'industrie fossile ne pourrait pas continuer à détruire notre planète.

Qu'est-ce qui doit changer ?

Julia Steinberger : Le secteur financier est à la recherche d'un profit maximal sans tenir compte des conséquences écologiques ou sociales. Il devrait être soumis à des règles beaucoup plus strictes en matière de transparence et de responsabilité. Et face à l'échec des responsables politiques et de la surveillance, un contrôle plus proche des citoyens·nes est nécessaire.



¹⁹ L'annexe ne fait pas partie de l'étude econcept commandée par Greenpeace Suisse, note 1.

²⁰ Planetary Boundaries, <https://www.stockholmresilience.org/research/planetary-boundaries.html>, consulté le 5 avril 2023.



GREENPEACE

Impressum

Synthese de l'étude scientifique « Transformation zu einem sozialgerechten Leben innerhalb der planetaren Grenzen » rédigée par l'institut de recherche Econcept sur mandat de Greenpeace Suisse, avril 2023. Étude: https://www.greenpeace.ch/static/planet4-switzerland-stateless/2023/04/a09bf05b-planetare_grenzen_2023.pdf

Texte : Roland Gysin, Agnes Jezler

Traduction française : Marc Rügger

Graphiques : Franziska Neugebauer

Photos: Kanata / Unsplash (Coverfoto), Nasa / Unsplash (S.4), Janosch Diggelmann / Unsplash (S.7), Claudio Schwarz / Unsplash (S.10, S.16, S.19), Emile Loreaux / Greenpeace (S.13), Anne Barth / Greenpeace (S.14), Johannes Hofmann / Unsplash (S.16), Universität Lausanne (S.18), Gabor Koszegi / Unsplash (S.20)

Greenpeace Suisse, Badenerstrasse 171, Case postale 9320, CH-8036 Zurich
suisse@greenpeace.org

Greenpeace finance son action en faveur de l'environnement exclusivement par des dons de particuliers et de fondations. Merci beaucoup pour votre don.

Compte pour les dons: IBAN CH07 0900 0000 8000 6222 8